

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APERAM STAINLESS PRECISION

Place du Général de Gaulle
BP 9
25150 Pont-De-Roide-Vermondans

Références : UID257090/SPR/AB 2025 - 0620A
Code AIOT : 0005900544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement APERAM STAINLESS PRECISION implanté 2 Place du Général de Gaulle BP 9 25150 Pont-de-Roide-Vermondans. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée dans le cadre du signalement par l'exploitant d'une fuite d'huile au niveau de l'échangeur du laminoir ZR2. Malgré le dispositif de confinement mis en place, l'exploitant a constaté une légère irisation en surface du cours d'eau (le Doubs) longeant son établissement, indiquant que le polluant a atteint le milieu naturel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APERAM STAINLESS PRECISION
- 2 Place du Général de Gaulle BP 9 25150 Pont-de-Roide-Vermondans
- Code AIOT : 0005900544
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APERAM est spécialisée dans des opérations de laminage à froid d'acier inox de précision. La capacité de production annuelle est d'environ 20 000 tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article Art 4.2.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article Art 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident a généré un déversement dans le Doubs d'huile de laminage évaluée par l'exploitant à 10 litres et dont la majeure partie a été contenue par le barrage flottant fixe installé de manière permanente. Toutefois, cet événement a révélé une étanchéité perfectible du dispositif d'obturation (qui avait déjà été constatée lors d'un incident similaire survenu en 2020).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article Art 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incident ou accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les

personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Le site ayant fait l'objet d'un incident, un rapport d'incident a été demandé à l'exploitant. Par courriel en date du 13 juin 2025, l'exploitant a transmis une fiche de notification d'accident/incident.

Une fuite d'huile au niveau de l'échangeur d'huile du laminoir ZR2 a été détectée le dimanche 25 mai 2025 vers 23h15 par l'agent en poste de la société de surveillance.

Questionné sur les circonstances de cette découverte, l'exploitant a indiqué que c'est le bruit qui a attiré l'attention de l'agent. Il s'agit vraisemblablement du bruit provoqué par la projection de l'huile sous pression contre le carénage en plexiglas dont la fonction est de contenir les jets d'huile sous pression et de permettre leur confinement dans le « bac » de rétention disposé sous l'échangeur. L'exploitant précise que cette rétention d'un volume de 100 litres a été prévue sous l'échangeur par principe de précaution, elle permet notamment de récupérer les éventuelles égouttures lors des interventions sur l'installation.

Les actions qui ont été mises en œuvre dans les 2 heures qui ont suivi la détection de la fuite sont les suivantes :

- Arrêt du laminoir ZR2
- Mise en place de plaques d'obturation des regards d'eaux pluviales
- Mise en place de boudins absorbants et de feuilles absorbantes pour délimiter la fuite au sol
- Appel du cadre d'astreinte, de l'astreinte mécanique et de l'astreinte électrique
- Fermeture de l'obturateur du réseau d'eaux pluviales
- Fermeture des vannes pour isoler la fuite d'huile
- Pompage du bac de rétention et de l'huile au sol.

Un barrage flottant est installé de manière permanente au niveaux des points de rejet « référencés » F, G et H. Le lendemain matin suite à l'incident, des traces d'huiles (contenues par le barrage) sont observées. L'obturateur du réseau d'eau pluviale est jugé fuyant (ce dernier point est repris dans le constat suivant).

Un produit dispersant (Neutrex C) est pulvérisé à la surface de l'eau et la bouteille d'air de l'obturateur est changée afin de le maintenir sous pression. D'après la fiche technique et la FDS du Neutrex C transmis par l'exploitant, ce produit sert à fragmenter les nappes répandues en mer, ce qui accélère la dégradation naturelle des hydrocarbures. Les consignes de mise en service du dispersant précisent qu'il ne doit pas être utilisé dans une eau de moins de 10 mètres de profondeur et à moins d'un mile nautique des côtes. Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique qu'il n'avait pas porté attention aux contraintes d'utilisation du produit, et qu'il ne sera plus utilisé.

Une nouvelle ronde effectuée en milieu de matinée a permis d'observer une irisation sortant d'un angle du barrage flottant fixe, le POI est déclenché. Les services de secours, la DREAL, le Maire de Pont de Roide-Vermondans et la station de pompage de Mathay (situé à environ 10 km en aval) sont appelés. La société BORDY/SUEZ est sollicitée pour une intervention.

Des boudins absorbants et des feuilles absorbantes sont disposées à l'intérieur du barrage fixe. Un barrage absorbant est également mis en place. La canalisation d'eau pluviale est vidangée et nettoyée. Les feuilles et boudins absorbants sont régulièrement changés. Des rondes de

surveillance sont réalisées à intervalle de 30 minutes jusqu'au constat de l'absence d'irisation en dehors du barrage fixe.

L'huile de laminage concernée par la fuite est l'huile TRENOIL ST 208 dont la FDS a été transmise par l'exploitant. D'après le compte rendu d'incident, la quantité d'huile rejetée au sol est évaluée à environ 300 L, plus 100 L dans le bac de rétention. La quantité d'huile rejetée par la canalisation eaux pluviales est évaluée à 10 L, dont la majorité a été contenue par le barrage flottant fixe. Questionné sur la méthode utilisée pour évaluer la quantité d'huile rejetée dans le Doubs, l'exploitant indique avoir pris en compte les éléments suivants :

- la quantité d'huile au sol et dans le bac de rétention (400 litres environ)
- les déchets générés : eau + huile + eau de rinçage, soit 1,54 t
- l'état de l'eau en sortie de la canalisation EP
- les grilles EP non souillées visuellement
- la légère irisation en surface et l'absence de nappe d'huile en surface.

L'installation concernée par la fuite est l'échangeur d'huile du laminoir ZR2 (système ECOTAR). La rétention d'une capacité de 100 litres disposée sous l'échangeur a débordé, et l'huile s'est répandue au sol.

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué que le système ECOTAR fourni par la société Ecogreen, permet de récupérer la chaleur fatale de l'huile des laminoirs : l'huile alimente une pompe à chaleur (échangeur huile/eau) avant d'être refroidie. L'huile circule dans une canalisation de 10 mm de diamètre sous une pression de 5 à 6 bars. Le pompage de la chaleur a une incidence sur la température de l'huile de laminage et peut compromettre la qualité du process de laminage, c'est pourquoi il n'était plus utilisé depuis 2023. Il a été remis en service en mars 2025 pour des essais réalisés par le service maintenance ; à l'issue de ces essais, les vannes permettant d'isoler le système n'ont pas été refermées.

L'exploitant a décidé de condamner définitivement l'échangeur huile/eau, il conserve l'échangeur eau/eau pour la récupération de la chaleur issue du four.

A la suite de l'incident l'exploitant a réalisé les actions suivantes :

- Remplacement du joint défailant.
- Mise en œuvre d'un système permettant de cadenasser les 2 vannes d'alimentation en huile et condamnation en position fermée des vannes de l'installation.

Les actions engagées à moyen terme sont les suivantes :

- Réaliser un diagnostic de l'obturateur du point de rejet référencé G (voir point suivant).
- Remplacer le barrage fixe. Le barrage actuel qui a été mis en place il y a 5 ans, présente un problème d'étanchéité au niveau d'un angle, révélé par l'incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de ne plus utiliser le dispersant Neutralex C, et de rechercher une alternative compatible avec les caractéristiques du milieu récepteur.

Il est également demandé de tenir l'inspection informée de l'avancée du projet de remplacement du barrage fixe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article Art 4.2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Constats :

L'isolement des réseaux d'eaux pluviales est obtenu au moyen d'obturateurs à poste fixe. Le dispositif est composé de 3 éléments : un ballon gonflable sur commande fixé à l'intérieur en partie haute de la canalisation, un terminal de gonflage et un système de déclenchement manuel. Pour rappel, un incident similaire avait eu lieu le 7 février 2020 au niveau de l'échangeur du laminoir récemment installé et en phase de mise en service. L'huile avait atteint un collecteur d'eau pluviale avant de rejoindre le Doubs. Les mêmes dispositifs avaient été mis en place (mise à l'arrêt de l'installation, boudins absorbants, déclenchement du système d'obturation, neutralisant pulvérisé, pompage de la pollution, nettoyage des canalisations).

La rétention était inappropriée pour une fuite sous pression, et l'obturateur du réseau fuyait. A la suite de cet incident l'exploitant avait mis en place un brise-jet autour de l'échangeur (présence d'un carénage en plexiglas constaté au cours de la visite d'inspection) et avait procédé au remplacement de l'obturateur concerné le 28/05/2020 (procès-verbal de SAV Telestop pour le « remplacement de l'obturateur PFS 40i sur système G » transmis par l'exploitant).

Une vérification annuelle est réalisée par la société SATUJO qui fournit les dispositifs d'obturateurs fixes « TeleStop ». Le dernier contrôle a été réalisé le 5 décembre 2024. Il concerne les 11 dispositifs mis en place au niveau des différents points de rejet EP et il consiste à vérifier le fonctionnement de l'alimentation, de la commande pneumatique et de l'obturateur pour lequel les contrôles portent sur l'aspect, le maintien et l'ancrage ainsi que l'étanchéité par dépression. Alors que le rapport de visite ne signale pas de non-conformité pour l'obturateur au point G, le déclenchement du dispositif d'isolement à l'occasion de la fuite de l'échangeur a à nouveau mis en évidence son manque d'efficacité malgré le remplacement du ballon en 2020.

L'exploitant a indiqué qu'un diagnostic de l'obturateur du point de rejet « G » sera réalisé par le prestataire le 3 juillet prochain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le résultat du diagnostic dès réception ainsi que les actions correctrices envisagées.

De manière plus générale, l'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur l'efficacité de l'ensemble des dispositifs d'obturation mis en place au niveau des différents points de rejets EP sur le site. Pour mémoire, l'inspection suggérait dans son rapport de visite d'inspection du 19 novembre 2020, un exercice de montée en charge du réseau d'égouts qui permettrait la vérification de l'étanchéité effective des obturateurs, et l'estimation du volume de confinement offert par les canalisations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois